



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 254 - 15 avril 2014

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

- 1 - Génocide des Tutsi au Rwanda, Levons le secret défense sur le rôle de la France - MMF France
- 2 - En Afrique du Sud : symptômes de nouveaux rapports de pouvoir - Joelle Palmieri - Page 2
- 3 - Nous marchons contre les politiques européennes d'austérité - MMF France - Page 3
- 4 - Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles - Page 4
- 5 - Les pro-vies entrent par la grande porte au Parlement Européen ! - Véronique De Keyser - Députée européenne - Page 4
- 6 - Liste « Féministe pour une Europe Solidaire » - Page 4
- 7 - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande de pénaliser l'achat d'actes sexuels - Page 5
- 8 - Plaidoyer pour l'abolition : « il est possible de changer les choses » - Sandrine - A dire d'Elles
- 9 - PMA, du « ni vu ni connu » à la responsabilité" - Irène Théry - 11 avril - Libération - Page 8
- 10 - Création du Collectif « Stop harcèlement de rue », Paris, bientôt ville sans relous ? - Morgane Fabre-Bouvier - Page 9
- 11 - Nous avons besoin d'un gouvernement « de combat » contre les inégalités en tous genres- Planning Familial - Page 10
- 12 - La constance de l'interrogation critique - Martine Gestin et Natacha Chetcuti - Page 11
- 13 - Réunion pour la liste « Féministes pour une Europe solidaire » - 16 avril - Paris - Page 12
- 14 - Soirée-débat « Inde et mouvements féministes » - Paris - 23 avril - Page 12
- 15 - «La masculinisation de la langue française: histoire d'un combat difficile, inachevé et réversible» - 25 avril - Paris - Institut Emilie du Chatelet - Page 12
- 16 - Spectacle et débat : Victoire, la fille du soldat inconnu - de et par Sylvie Gravana - 26 avril
- 17 - Colloque : « Les oubliées de la parité : les femmes handicapées dans l'emploi » - FDFA - Paris - 28 avril - Page 13
- 18 - Rappel : Quels droits pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales ? - Café droits des femmes - 30 avril - Paris - Page 14
- 19 - Colloque Penser avec Françoise Collin, philosophe et féministe - Institut Émilie du Châtelet - 5 et 6 mai - Paris - Page 15
- 20 - Causerie « Nouvel appel à projet régional sur la lutte contre les violences faites aux femmes » - 13 mai - Page 15
- 21 - « Féminisme et syndicalisme : Et pourtant ça rime - Le MAGE - 14 mai - Page 15
- 22 - 1^{ère} "Rencontre Internationale de l'Observatoire" - 19 mai - Page 16
- 23 - La revue Travail, genre et sociétés fête ses 15 ans - Rencontre - 20 mai - Page 16
- 24 - Femmes Libres" sur Radio libertaire 89.4 - Page 16

INTERNATIONAL

1 - Génocide des Tutsi au Rwanda, Levons le secret défense sur le rôle de la France - MMF France

En 1994, le génocide des Tutsi au Rwanda a fait entre 800 000 et 1 million de victimes, massacrées pour la seule raison qu'elles étaient Tutsi ou opposées au génocide. 20 ans après, l'institution militaire française a apporté son soutien aux génocidaires. Le gouvernement français a décidé de ne pas envoyer de représentants aux commémorations à Kigali.

La France continue de nier son implication pourtant affirmée par nombre d'historiens qui pointent la complicité et le soutien au régime qui a planifié et exécuté le génocide Tutsi : des travaux de chercheurs, de nombreuses enquêtes, et la publication de documents se rapportant au rôle de la France au Rwanda de 1990 à 1994 sont particulièrement accablants. Il apparaît ainsi que l'État des «Droits de l'Homme» fut étroitement lié à ce génocide.

Pourtant, la France met un frein à la justice en dissimulant un grand nombre de documents officiels, dont les archives sur les opérations militaires françaises au Rwanda, ou les archives de l'Élysée.

Le devoir de mémoire est nécessaire, la transparence est indispensable. Alors que l'armée française était arrivée au Rwanda dans un but dit «humanitaire», lors de l'opération turquoise de 1994, un certain nombre de femmes tutsies réfugiées dans le camp de Nyarushishi ont été violées par des militaires français. Certaines d'entre elles ont déposé plainte contre des membres de l'armée française présents dans ce camp.

Un collectif de féministe engagées et solidaires du combat des femmes tutsies les soutien, ainsi que leur avocate afin que les auteurs de violences soient jugés et punis, et que soit clarifiée la responsabilité de l'armée française dans ces viols.

Nous déclarons fermement qu'il doit être mis fin à l'impunité de tous les criminels de guerre, de tous les auteurs de crimes de génocide ou de crimes contre l'humanité et que tous les auteurs de viols doivent être punis !

La MMF demande, pour le 20^{ème} anniversaire du génocide, la déclassification et la publication de tous les documents se rapportant à l'action de la France

Nous dénonçons toutes les logiques militaristes et colonialistes qui permettent ce genre de crimes.

La MMF soutien cette plainte pour viol contre des militaires français et demande que tous les criminels de guerre et les auteurs de viols soient punis, et que le viol de guerre soit reconnu comme crime contre l'humanité.

Nous pensons à toutes les victimes de ce génocide et leur assurons de notre soutien dans la commémoration de ce triste anniversaire.

La Coordination de la Marche Mondiale des Femmes réunie à Paris les 6 et 7 avril

2 - En Afrique du Sud : symptômes de nouveaux rapports de pouvoir - Joelle Palmieri - Source <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

En Afrique du Sud, les femmes, en particulier les jeunes Noires pauvres et les lesbiennes, risquent quotidiennement de se faire violer ou tuer. Plus qu'ailleurs. Ce constat fait écho à une situation d'impuissance de l'État. En effet, la mondialisation transforme les rapports de pouvoir par l'accélération et la surenchère des échanges et pousse les dirigeants sud-africains à une position de repli. Confrontés à une crise multiforme, ils recourent à une rhétorique traditionaliste et masculiniste. L'appropriation individuelle et institutionnalisée du corps des femmes devient alors le seul repère politique possible.

Selon la directrice du Medical Research Council, Rachel Jewkes, l'Afrique du Sud connaît le plus haut taux de viols au monde. En outre, le nombre de ces viols augmente chaque année. On constate

désormais des *fémicides*, c'est-à-dire des assassinats organisés de femmes. Les éléments réunis dans ce dossier montrent que ces violences de genre sont liées à une situation de mondialisation contemporaine, surabondante, en excès, propice à des stratégies de défense collectives ou personnelles, voire étatiques, extrêmes.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud, modèle africain en titre, catalyse l'ensemble des tensions historiques adossées aux rapports de domination de genre, de classe et de « race », parce qu'héritière d'une histoire coloniale et ségrégationniste spécifique. Ces tensions y sont plus fortes qu'ailleurs tout comme les violences. Elles sont de plus exacerbées et accélérées par le déploiement rapide de la société dite de l'information, produit autant que productrice de cette *mondialisation*. Ses outils, les technologies de l'information et de la communication, en permettant la surenchère, la course à l'immédiateté et l'accélération des échanges tant financiers qu'économiques, humains qu'épistémiques (de savoirs, de connaissances, d'informations faisant sens), deviennent les piliers de cette société masculine insécuritaire.

Dans ce pays, l'institutionnalisation des violences et l'expression du masculinisme se montrent plus légitimes qu'ailleurs. Plusieurs questions se posent alors. Une première série permet de qualifier les nouvelles formes de rapports de pouvoir entre États, entre État et populations : en Afrique du Sud, en quoi et pourquoi les rapports sociaux de genre sont-ils exacerbés ? Pourquoi l'appropriation du corps des femmes est-elle accélérée ? Ce corps incarne-t-il le dernier espace de légitimité politique et économique de l'État ? Une deuxième série permet de comprendre la rhétorique masculiniste et traditionniste contemporaine de l'équipe au pouvoir et ses conséquences sur l'insécurité quotidienne des femmes : en quoi la mondialisation aiguise-t-elle les rapports de domination entre États et plus récemment en quoi l'Afrique du Sud et ses dirigeants se trouvent-ils au carrefour d'une concurrence accélérée de pouvoirs ?

En répondant à ces questions, on aboutit à la conclusion que les *fémicides* en Afrique du Sud sont le résultat d'un croisement qui fait surenchère entre aggravation de l'impuissance de l'État sud-africain et accélération/« modernisation » des rapports de pouvoir. Ces *fémicides* et plus généralement l'ensemble des violences de genre forment alors système et mettent en péril la politisation des Sud-Africaines et de leurs organisations. Entre radicalité et impuissance, débordement et mutisme, lutte contre le patriarcat et course à la sécurité, les mouvements de femmes sud-africains ont peine à trouver le temps et l'espace de leur expression.

TEXTES

3 - Nous marchons contre les politiques européennes d'austérité - MMF France

Nous, femmes de la MMF France, sommes solidaires de toutes les femmes d'Europe. Nous sommes les premières frappées par les mesures d'austérité orchestrées par le système financier international, les droites, les Gouvernements dits « socio-démocrates », la troïka, toutes ces forces qui s'allient pour attaquer nos droits.

Les effets des politiques européennes d'austérité nous atteignent particulièrement dans nos acquis et notre vie quotidienne : augmentation des violences, précarisation du travail, restrictions de services publics pour la petite enfance, la santé, l'éducation, recul des droits reproductifs, etc.

Ces politiques conduisent à une désespérance sociale qui se traduit par la paupérisation des populations et la peur de l'avenir engendrant la montée inquiétante des extrêmes-droites.

La MMF se mobilise en solidarité avec toutes les femmes en lutte qui résistent et inventent des solutions alternatives. Nous voulons : *Changer la vie des femmes pour changer le monde, Changer le monde pour changer la vie des femmes.*

4 - Délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles

Muguette Dini et Chantal Jouanno ont déposé le 13 février 2014 au Sénat une proposition de loi modifiant le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles. Selon les deux sénatrices, « le délai de prescription de l'action publique des agressions sexuelles est inadapté au traumatisme des victimes, inadapté à une procédure douloureuse et complexe. Pour porter plainte contre son agresseur, son violeur, la victime doit être physiquement et psychologiquement en état de le faire. Le but de cette proposition de loi est de s'attacher à l'identité de la souffrance ressentie par la victime et de lui donner le temps nécessaire à la dénonciation des faits ».

Retrouver la proposition de loi sur le site du Sénat

5 - Les pro-vies entrent par la grande porte au Parlement Européen ! - Véronique De Keyser - Députée européenne

« Je suis très inquiète pour les droits des femmes car la démarche des Pro-Vie emprunte la voie de la légitimité ! » déclare l'eurodéputée Véronique De Keyser, Vice-Présidente du Groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen.

« One of us » sera auditionnée au Parlement européen le jeudi 10 avril 2014. La deuxième initiative citoyenne à atteindre le million de signatures « One of us » suscite beaucoup de questions. D'abord par son thème - la défense de l'embryon humain -, ensuite par ses initiateurs - des associations pro-vie très décomplexées -, enfin par son succès - près de 1.900.000 signatures, soit près du double du nombre requis pour être valide. Sous couvert de la défense de l'embryon, c'est la recherche, la santé reproductive, le droit à l'avortement qui sont visés.

L'initiative entend bien faire revoir la politique européenne en matière de développement et de programmes vis-à-vis de la santé des femmes, ainsi que le programme de recherche 2020, et un certain nombre d'actes législatifs sur des sujets sensibles.

Les initiateurs sont des associations catholiques et évangélistes, dont certaines sont le fer de lance des mouvements anti-avortement locaux.

L'Europe avait connu, après l'élargissement de 2004, une poussée de fièvre contre les droits des femmes, vu l'apparition de partis religieux extrémistes soutenus par des lobbies bien financés. Dix ans plus tard, alors que l'on craint en Europe une poussée de l'extrême-droite, les lobbies religieux ont refait une apparition musclée, obtenant la descente en flammes du rapport Estrella sur la santé et les droits sexuels et génériques et maintenant, cette initiative citoyenne dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences.

Une mobilisation citoyenne des femmes, de la laïcité, du monde médical et scientifique est urgente : elle a au moins deux ans de retard. En effet, la première audition des auteurs de l'initiative « One of us » aura lieu ce jeudi 10 avril au Parlement européen de 9h00 à 12h30 au local JAN 4 Q 2.

Qu'on se le dise ! Et mobilisons-nous car l'obscurantisme est à nos portes

6 - Liste « Féministe pour une Europe Solidaire »

Nous souhaitons vous informer que plusieurs femmes et hommes féministes ont décidé de présenter des listes aux élections européennes du 25 mai prochain. Menées par des femmes et des hommes féministes, issus d'horizons et de parcours divers, ces listes "Féministes pour une Europe Solidaire" ont pour objectif de faire entendre la voix de l'égalité en Europe. Dans un contexte de régression des droits fondamentaux - notamment du droit à l'avortement - et de coupes budgétaires qui impactent directement la situation sociale des européens, en particulier les femmes, nous devons agir. Les « Féministes pour une Europe Solidaire » souhaitent réorienter la construction de l'Europe pour que celle-ci mette au cœur de son projet politique et économique l'égalité.

Les listes seront composées à parité, de femmes et hommes issus de milieux, d'origines, d'âges, de

parcours militants très variés. En Île-de-France, elles seront conduites par Caroline De Haas, militante féministe et ancienne conseillère de la Ministre des Droits des femmes. Plusieurs personnalités ont accepté de créer un comité de soutien à la liste : Françoise Héritier, Annie Ernaux, Christian Baudelot, Simone Iff (ancienne présidente du Planning Familial), Monique Antoine (présidente du MLAC) ou encore Michelle Perrot (historienne).

Parce que le féminisme est un projet de société. Parce que l'Europe est une opportunité formidable. Parce que les féministes portent les valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, indispensables à une politique de sortie de crise européenne. Parce que le féminisme est moderne et change nos vies pour atteindre l'égalité. Les listes « Féministes pour une Europe Solidaire » iront défendre partout une autre Europe, celle de la liberté et de l'égalité.

Retrouver les listes « Féministes pour une Europe Solidaire » sur leur site. Retrouvez également les listes sur Twitter et Facebook. Si vous souhaitez recevoir des informations ou participer à la campagne, il suffit de vous inscrire sur le site, en cliquant ici.

7 - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recommande de pénaliser l'achat d'actes sexuels

Dans sa résolution du 8 avril 2014 relative à la prostitution, à la traite et à l'esclavage moderne en Europe, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (organisation internationale spécialisée dans la protection des droits des êtres humains, qui rassemble 47 Etats européens) appelle les Etats membres à pénaliser l'achat de services sexuels. Elle ajoute que c'est l'outil le plus efficace pour prévenir et lutter contre la traite d'êtres humains.

Pour mémoire :

1 - Dans sa résolution n° 782 du 6 décembre 2011, l'Assemblée nationale reconnaît que la violence est inhérente à la prostitution. La résolution de l'Assemblée nationale reconnaissant que la violence est inhérente à la prostitution a été cosignée par tous les groupes politiques, sans exception, et adoptée à l'unanimité.

2 - Dans son avis n° 118 du 27 septembre 2012, le Comité consultatif national d'éthique reconnaît que l'élément fondamental de la vie relationnelle est la gratuité, que les actes sexuels ne relèvent d'aucun droit-crédance et rappelle le principe de non utilisation marchande du corps humain.

3 - Dans sa résolution 2013/2103 du 26 février 2014, le Parlement européen reconnaît que la prostitution est contraire aux principes régissant les droits de l'homme et contraire aux principes de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dans sa résolution du 8 avril 2014 relative à la prostitution, à la traite et à l'esclavage moderne en Europe, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (organisation internationale spécialisée dans la protection des droits des êtres humains, qui rassemble 47 Etats européens) appelle les Etats membres à pénaliser l'achat de services sexuels. Elle ajoute que c'est l'outil le plus efficace pour prévenir et lutter contre la traite d'êtres humains.

<http://assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-FR.asp?newsid=4964&lang=1&cat=8>

8 - Plaidoyer pour l'abolition : « il est possible de changer les choses » - Sandrine - A dire d'Elles

Souvent, au fil de ma prise de conscience féministe, je me suis dit que faire le choix de regarder la réalité en face était douloureux. En effet, chausser des lunettes féministes, c'est découvrir un monde où les violences des hommes contre les femmes sont la règle et le quotidien à un point tel qu'on peut parler d'une guerre contre les femmes. La situation est rendue d'autant plus difficile qu'une des particularités du système c'est que, contrairement à d'autres systèmes oppressifs, les opprimées vivent de très près avec les oppresseurs, et que leur emprise ne s'arrête même pas avec la possibilité de s'évader pour dormir, rêver, se ressourcer dans une chambre à soi.

Avoir conscience de cette situation montre aussi à quel point il est difficile d'en sortir. A quel point il est délicat de faire sienne la phrase de Christine Delphy à propos des "Femmes de droite" d'Andrea Dworkin : « Ce qui paraît le plus noir est ce qui est éclairé par l'espoir le plus vif ». Pour autant, pouvons-nous nous permettre de désespérer ? A contrario, pouvons-nous ne pas désespérer ?

L'exemple de notre lutte pour l'abolition de la prostitution est à cet égard fondamental à mon avis. En effet, la perversité du système d'oppression est ici totale, comme l'explique Kajsa Ekis Ekman dans "L'être et la marchandise". Pour contrer l'évidence du crime de masse que constitue l'autorisation faite à des hommes de payer pour disposer sexuellement et violemment d'êtres humains, le mensonge est partout et il est organisé. Comme le dit l'auteure, "Vu de l'extérieur, le discours pro-travail du sexe ressemble à un récit qui saisit la complexité de la vie, qui insiste sur le fait "qu'il existe aussi bien de bonnes que de mauvaises expériences dans la prostitution" et qui prétend proposer une image nuancée sur tous les aspects de la prostitution"

Pour donner un exemple, ce commentaire reçu ici sur mon précédent article : « Un seul combat doit être mené : la prostitution forcée. Quand la prostitution est pleinement consentie (oui des cas existent !!!), on rentre dans la sphère de la vie intime et de la vie privée ». On voit bien qu'il s'agit là d'opposer un discours qui serait simplificateur et dogmatique à un regard nuancé. Ekman poursuit : « S'arc-bouter contre le prétendu dogmatisme du féminisme radical est peut-être l'argument le plus commun. Il n'existe guère de textes favorables au "travail du sexe" ne montrant pas d'irritation devant les arguments des féminismes radicaux. Il n'est pas possible de raconter l'expérience de vie des "travailleuses du sexe" sans commencer par une tirade sur "les féministes radicaux qui pensent que toutes les prostituées sont des victimes et qui ne laissent personne d'autre exprimer son point de vue ».

Dans un contexte où les féministes, lorsqu'elles dénoncent trop fort les violences, sont accusées de vouloir "la guerre des sexes" (cf la suite du commentaire cité plus haut : "De quel droit quelques féministes d'arrière garde se permettent d'imposer leur propre conception de la morale et légiférer sur la sexualité de leurs congénères ! Vous vous trompez de combat, en vous ne faites qu'alimenter une guerre des sexes avec vos propos d'un autre âge sur le patriarcat"),

« On ne dit jamais ce qu'est le féminisme radical », explique Ekman. Toutefois, en général, on laisse entendre qu'il s'agit d'un féminisme extrémiste, lequel est décrit comme dogmatique, détestant les hommes et la sexualité. Par contraste, le discours pro-travail du sexe dépeint un prétendu féminisme "sexuellement radical", qui se prétend ouvert, nuancé, et qui discute des désaccords. Cependant, si nous observons les faits relatifs à la prostitution, l'analyse féministe radicale n'est pas du tout exagérée. Tout ce qu'elle avance concernant la violence dans la prostitution est exact et même plus encore. Dans sa description de la réalité, le féminisme radical a raison, car il se base sur ce qui se passe réellement et non sur une image idéalisée de la prostitution ».

1 - Le féminisme radical dit la vérité, mais ne permet pas de sortir du constat : Pourquoi alors le féminisme radical est-il rejeté, en particulier par certaines femmes sur le chemin de leur prise de conscience féministe ? Kajsa Ekis Ekman avance une explication : c'est parce que s'il dit la vérité, le féminisme radical ne permet pas de sortir du constat : en gros il nous fait toucher le fond de la piscine, mais ne permet pas (ou ne nous donne pas l'impression de permettre) de donner le coup de pied qui va nous donner l'espoir de remonter. Et les tentatives, dès lors qu'elles affirment pouvoir changer les choses, sont souvent rejetées comme étant des compromissions.

Après avoir constaté ce qui se passe dans la prostitution, plus rien n'est dit : il n'existe pas de voie de salut ni de signal d'où pourrait venir la libération. L'analyse se clôt après avoir constaté ce que font les hommes aux femmes. Aussi, la réalité devient-elle immobile, inaltérable. La violence masculine contre les femmes semble immuable.

Il y a là aussi une sorte de réification. Les positions se figent et se bloquent. Néanmoins, les causes

de cette réification ne se situent pas dans le féminisme radical en soi. C'est plutôt un processus que beaucoup de mouvements sociaux traversent, une conséquence de la marginalisation des forces radicales. Celles qui ne s'adaptent pas à l'ordre du jour néolibéral en vigueur risquent de se trouver bloquées et d'opérer une analyse statique. Elles cessent de voir la dynamique, de rechercher des solutions et désespèrent. Au lieu, elles sèment le découragement et expriment l'idée que tout changement n'est qu'un simple maquillage. Cela peut se produire dans des mouvements sociaux, exactement comme dans l'art, la littérature, la religion ou une relation amoureuse. Un mouvement social doit être capable d'identifier les contradictions dans la société telles qu'elles existent aujourd'hui et, en particulier, où se situe le germe du changement social".

Le féminisme radical, dès lors qu'il apparaît comme statique et n'identifie pas où se situe le germe du changement social, laisse alors la place "au relativisme et au postmodernisme".

2 - Le relativisme pro-prostitution : tout est noir et blanc ou la fausse dialectique : Ekman explique alors comment elle a vécu une période - les années 1990 - où les femmes ont commencé à ne plus pouvoir « se concentrer sur tout ce qui était fâcheux, et à la place, ont invoqué la théorie queer » : l'avantage de celle-ci, c'est que tout y est acceptable, « aussi longtemps que c'est considéré comme formidable et que la société dit que c'est mauvais ». Exemple type : la société disant qu'être une " salope " c'est mauvais, il nous suffirait donc de dire " je suis une salope " pour prendre le pouvoir et que tout soit formidable...

Donc, alors que les féministes radicales « ont développé des antennes extrêmement sensibles devant l'oppression des femmes, vivre avec ces idées pouvait devenir trop lourd et impossible à endurer à la longue ». Elle explique ensuite que le discours pro-travail du sexe a eu l'intelligence de flatter notre esprit dialectique : « ce discours parle de nuances, de complexité, et assure écouter les différentes voix. Il se dit capable de maîtriser les contradictions de la vie ». Ce n'est toutefois que « de la publicité sur un emballage. En réalité, le mythe du travail du sexe est lui aussi complètement figé », poursuit-elle.

En effet, il affirme en même temps que la prostitution est une oppression (forcée) mais aussi une libération, qu'elle " défie et renforce à la fois le patriarcat, qu'elle est simultanément une bonne et une mauvaise chose ". Contre l'expression tournée en dérision " tout est soit noir soit blanc ", le discours pro-travail du sexe proclame : tout est en permanence noir et blanc ". Ce n'est pas une opposition dans le sens dialectique du terme, au contraire, « c'est la confirmation du vide comme statu quo ". Ainsi, elle montre comment le discours pro-travail du sexe, " comme le discours post-moderne, fait semblant d'être ouvert, de bouger et d'être nuancé, mais en fait rien ne bouge et nulle porte ne s'ouvre ».

En fait, conclut-elle, ce discours permet d'arriver à défendre le fait qu'on s'en tient à l'exception. Dialectiquement, on démontre en général que l'exception confirme la règle. C'est-à-dire que l'existence d'une exception montre que si une chose est généralement vraie, cela ne veut pas dire qu'elle l'est systématiquement. En revanche, les post-modernes affirment que l'exception infirme la règle. « Aussi, Petra Östergren peut affirmer qu'il existe des prostituées heureuses de leur sort, sans toutefois se sentir obligée de prendre en considérations le fait que 89 % d'entre elles, selon l'étude internationale la plus importante jamais réalisée jusqu'à présent, désirent quitter la prostitution (M.Farley). Le fait est que, pour les post-modernes, non seulement l'exception infirme la règle, mais elle est la règle !

Le chemin de la sortie : Nous avons donc analysé comment le désespoir ne pouvait qu'être porteur d'immobilisme et que le féminisme radical avait pu être compris comme désespérant. Comment également le discours venu le contrer - le post-modernisme pro-prostitution- faisait semblant de bouger mais ne visait qu'à renforcer le statu quo par le déni de la réalité et le mensonge systématique d'une fausse dialectique. Quel est alors le chemin de la sortie ?

Ekman considère qu'il peut parfois y avoir des " chocs ", des coups de tonnerre « qui peuvent frapper

l'ensemble de la société. (...) Dans des moments de turbulence et de bouleversement social, une société dans sa totalité peut traverser le processus collectif qui consiste à ôter les masques ». Ainsi, elle donne l'exemple du travail d'une chercheuse suédoise qui a voulu appliquer une expérience partant d'une hypothèse novatrice, qui stipule que pour pouvoir analyser à la bonne distance, il fallait que l'enseignant-e et le/la chercheur-e soient en proximité avec les personnes qu'elles étudient. Hanna Ollson, chercheuse suédoise raconte comment elle a été transformée par son immersion dans la réalité de la prostitution. Et elle écrit : « c'est maintenant seulement que je commence sérieusement à voir la violence et l'abus qui s'expriment de différentes façons, dans pratiquement chacune des interviews. Le sentiment d'appartenance croît et il m'est de plus en plus difficile d'instaurer une limite entre le travail et moi-même ». A tel point qu'elle commence elle-même à être dissociée : « ce sont deux Moi qui se développent : un moi de prostitution et un moi propre. Et il faut que je tiens ces deux Moi séparés. C'est la seule chose à faire pour pouvoir survivre ».

Ce que découvre cette chercheuse, peut-être que la société est en train de commencer à le découvrir. Ainsi, les pays réglementaristes commencent à voir tomber les masques. Pays-Bas et Allemagne sont obligés de se rendre à l'évidence : ils favorisent la traite des êtres humains et la perpétuation des violences. A l'opposé, la position abolitionniste suédoise fonctionne et est bien accueillie dans de nombreux pays.

Donc, alors même que dans les années 1990 le désespoir a provoqué l'émergence d'un discours post-moderne qui a mené aux expérimentations les plus violentes, à affirmer qu'on allait protéger les prostituées par une politique de réglementation et de réduction des risques, qui s'est avérée désastreuse, on constate que les efforts des abolitionnistes paient, font avancer les choses, sont un véritable facteur de changement.

Les abolitionnistes démontrent un fait qui est fondamental si on veut pouvoir rester féministe, ou tout simplement vivant-es : "Il est donc possible de changer les choses".

Toutes les citations sont tirées de "L'être et la marchandise", de Kajsa Ekis Ekman, éditions M éditeur, collection "mobilisations", pages 128 à 134. L'intervention de Kajsa Ekis Ekman lors de la manifestation d'abolition citoyenne du système prostitueur, le 13 avril 2013 à la machine du moulin rouge :

9 - PMA, du «ni vu ni connu» à la responsabilité" - Irène Théry - 11 avril - Libération

Il y aura bientôt un demi-siècle que l'on a organisé, avec l'aide de la médecine, une nouvelle façon de mettre des enfants au monde : l'engendrement avec tiers donneur. Un couple qui ne peut pas avoir d'enfant par lui-même, fait appel à une tierce personne qui donne de sa capacité procréatrice pour permettre à ce couple d'avoir un enfant. Ces dons font l'objet de nombreuses discussions, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont embrouillées. Ainsi, les opposants à l'ouverture de la PMA aux couples de femmes, disent que c'est inacceptable car «on va faire croire qu'un enfant pourrait naître de deux femmes», et que «c'est l'effacement de la différence des sexes». Des psys en vue ont même accusé les lesbiennes de vouloir imposer à l'enfant leurs fantasmes de «se passer de l'autre sexe» en lui faisant croire qu'il serait «né de leur lit». Pour leur interdire cet accès, Frigide Barjot et ses amis n'ont pas hésité à donner des leçons : «On ne ment pas aux enfants».

Quel extraordinaire retournement ! On accuse les couples de lesbiennes de vouloir mentir aux enfants sur leur mode de conception, alors que ce sont les seuls couples qui ne sont jamais tentés de le faire. On les accuse de nier le recours au don, alors qu'on ne connaît pas un seul cas de ce déni et qu'on sait à l'inverse que ces couples ont à cœur d'expliquer à l'enfant comment il est venu au monde. On les accuse de nier la part de l'homme dans la conception, alors qu'elles pensent plus clairement que bien des couples hétérosexuels la spécificité du rôle de «donneur d'engendrement», et que ce sont de très loin les couples les plus ouverts au droit de l'enfant d'accéder à ses origines.

Et en même temps, on refuse de s'interroger sur la pratique ordinaire du mensonge en PMA, alors qu'elle a été organisée depuis le début par la médecine et le droit, qui ont recommandé pendant des années aux parents hétérosexuels qui avaient recours à un don «surtout ne le dites pas à l'enfant», et qui ont tout fait pour faire passer le mari stérile pour le géniteur. Et qui continuent : peu de gens savent qu'aujourd'hui encore, on choisit un donneur de même groupe sanguin que le mari stérile, ce qui n'a aucune autre fonction que de favoriser et couvrir le mensonge.

Quel est le vrai problème ? Les demandes des couples de femmes révèlent les impasses de notre droit dit «bio-éthique», qui organise le recours au don puis l'efface, fait appel à des donneurs puis les fait disparaître dans l'anonymat définitif, et enfin fait passer pour des géniteurs les parents stériles en organisant des pseudo-filiations charnelles selon un modèle ni vu ni connu. Mais au lieu de s'interroger sur ce qui ne va pas dans notre droit, on préfère se retourner contre les couples homosexuels qui révèlent les impasses du modèle bioéthique à la française : chassez vite ces fauteurs de trouble ! Accusez-les de mensonge, autrement dit faites leur porter les fautes qu'une société désespérée ne veut pas voir en elle ! Purifiez-vous en les stigmatisant, et défendez la loi en place en accusant justement ceux qu'elle exclut ! C'est la pratique ignominieuse du bouc émissaire. Elle alimente depuis maintenant un an et demi un climat de régression si grave du débat démocratique sur la famille et la filiation que l'homophobie prospère sans complexes, cependant que le sigle «PMA» est devenu imprononçable. Et ne parlons pas de la GPA, c'est le diable en personne.

Il est plus que temps de remettre le débat bioéthique sur ses pieds, et de se poser les vraies questions : pourquoi, alors que tant de pays démocratiques autour de nous ont abandonné depuis longtemps le modèle ni vu ni connu, est-ce impossible en France ? Pourquoi ne voyons-nous pas que le nouveau modèle de responsabilité qui consiste tout simplement à assumer ce qu'on fait lorsqu'on organise des engendrement avec tiers donneur, est la seule voie pour sortir de la logique du secret et du mensonge ? Pourquoi accuse-t-on des individus quand ce sont nos institutions communes qui sont défaillantes ?

Si nous nous mettions plus à l'écoute des nombreux pays qui ont choisi un droit bioéthique de la responsabilité, nous comprendrions pourquoi assumer l'engendrement avec tiers donneur au lieu de le maquiller en procréation du couple, permettre l'accès aux origines, ouvrir la PMA aux couples de femmes, tout cela va ensemble. Ce qui est en jeu n'est rien moins que mettre enfin au centre la défense des droits de tous les enfants nés de PMA, hier, aujourd'hui et demain, à être traités comme «des humains comme les autres».

Irène THERY Sociologue, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), auteure du rapport «Filiation, origines, parentalité», publié cette semaine et disponible sur ehess.fr.

10 - Création du Collectif « Stop harcèlement de rue », Paris, bientôt ville sans relous ? - Morgane Fabre-Bouvier - Source : Les Désobéissantes

« Je ne suis pas ta jolie », « Me siffler n'est pas un compliment », « Ma mini-jupe ne veut pas dire oui ». Ces slogans s'affichent dans Paris, à l'initiative du collectif 'Stop harcèlement de rue', qui invite les bars à s'engager contre les « relous ».

La première fois, c'était le 8 mars. Soirée collage dans les rues du quartier Bastille, qui s'étaient pour l'occasion recouvertes d'affiches aux slogans anti-relous des rues. Une tribune dans Libération plus tard, le collectif organisait sa deuxième action le vendredi 4 avril. À l'heure où l'esprit du week-end envahit Paris, Héloïse, Delphine, Cécile et les autres arpentent la rue Jean-Pierre Timbaud. « Quelle fille ne s'est pas faite emmerder ici ? », se désole Héloïse. Ce soir ne fait pas exception. «Wow, les yeux !», s'exclame un homme en dépassant Cécile, qui saute sur l'occasion. «Tiens, ça pourrait t'intéresser», rétorque-t-elle en lui tendant un tract. « On cible plutôt les femmes, pour leur montrer qu'elles ne sont pas seules, et leur parler de notre action », explique

Delphine. « Mais là, l'occasion était trop belle ». L'homme file sans demander son reste. L'anecdote fera les choux gras des membres du collectif une bonne partie de la soirée.

Zones anti-relous : Au cours de la soirée, une cinquantaine d'affiches viendront décorer le quartier. Une centaine de tracts ont été distribués « et pleins de contacts positifs se sont noués », se félicite Héloïse. Car c'est bien là le but : descendre dans la rue, parler aux gens.

Voix rauque, verbe haut, la trentenaire explique : « Notre objectif dans l'immédiat n'est pas d'organiser une immense manifestation avec le tout-Paris. C'est d'aller à la rencontre des gens, et de faire des actions concrètes dans les lieux de vie des Parisiens ». Pour l'instant... « Nos actions sont simples, elles peuvent s'exporter à travers toute la France », assurent les membres du collectif.

La soirée se poursuit dans un bar. « À son niveau, chacun peut agir », s'enthousiasme Delphine, entre deux gorgées de bière. « Dans son quartier, dans les lieux de sociabilité, en recouvrant les murs d'affiches et en interpellant le bar du coin pour qu'il affiche son engagement contre le harcèlement de rue. C'est la première étape d'une réappropriation des espaces de convivialité, pour que tout le monde se sente à l'aise. L'objectif est de créer et d'étendre des zones safe et conviviales dans tous les quartiers. » Ce soir là, tous les bars abordés se sont montrés réceptifs.

« C'est aussi dans leur intérêt », résume Héloïse dans un haussement d'épaules. La conversation s'échauffe : « A terme, le but serait de créer des stickers 'zone anti-relous' à afficher sur la devanture », s'esclaffe Cécile. « Ou même des ronds de bière sur ce qu'est le harcèlement », renchérit Héloïse. Ensemble, elles imaginent une carte interactive qui recenserait les bars participants. Plus tard, elles contacteront les organisateurs de grands festivals, se promettent-elles.

« Ça peut s'arrêter » : Pour l'heure, l'étape suivante est claire : faire directement pression sur les municipalités pour qu'elles soutiennent ces actions, en participant à l'élaboration d'une charte « Stop harcèlement de rue », en produisant des affiches et des dépliants expliquant comment se défendre ou aider une personne victime. « Paris a bien créé une charte anti-bruit, pourquoi pas une charte anti-relous », résume Héloïse.

Sur internet, les membres inondent les réseaux sociaux avec le hashtag #stopharcèlementderue. Un moyen de faire connaître leurs actions, même si « libérer la parole sur le net c'est bien, proposer des actions concrètes c'est mieux », convient Cécile. À la table, tout le monde acquiesce. Le mot de la fin revient à Héloïse : « Ça peut s'arrêter ». Et de commander une autre tournée.

Le collectif « Stop harcèlement de rue » se réunira jeudi 10 avril au Zic Zinc (« bar sans relous » friendly, précise le collectif), 95 rue Claude Decaen 75012 Paris.

Le collectif sur les réseaux sociaux : <https://www.facebook.com/stopharcelementderue?fref=ts>

11 - Nous avons besoin d'un gouvernement « de combat » contre les inégalités en tous genres - Planning Familial

Le nouveau gouvernement qui vient de se mettre en place va agir dans un contexte de précarité et de chômage, d'inégalités qui se creusent et de fortes inquiétudes pour l'avenir.

Les promesses non tenues, l'orientation libérale affichée, l'abandon de projets de lois progressistes, ont renforcé le clivage entre les citoyens, les citoyennes et les politiques qui mènent l'action gouvernementale, et mené à un cuisant désaveu du peuple de gauche, las d'un système où l'intérêt personnel semble primer sur l'intérêt collectif.

Le risque existe d'un très fort renforcement de cette tendance par les discours tenus actuellement sur la sécurité, la famille, le genre, les étrangers, en France et en Europe.

Il est urgent d'agir. Le Planning Familial enjoint ce gouvernement dit « de combat » à se mettre en ordre de marche pour lutter clairement contre les inégalités et discriminations à l'œuvre aujourd'hui à travers des mesures fortes :

Le nouveau périmètre du ministère des Droits des Femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports, lui donne toute légitimité pour conduire une vraie politique d'égalité entre les femmes et les hommes, d'accès aux droits et de lutte contre les exclusions, transversale à la jeunesse et aux territoires, et plus particulièrement sur les quartiers.

Le retour de la visibilité de la « Santé » dans le ministère des affaires sociales est un bon signe mais demande une concrétisation : on attend qu'aboutisse enfin une loi de santé publique courageuse et novatrice, qui intègre clairement dans ses priorités la prévention et l'égalité de toutes et tous en matière de protection et d'accès aux soins, et notamment la prise en compte des besoins de toutes et tous en santé sexuelle, quel que soit l'âge, la situation économique ou le territoire.

Enfin, Le Planning Familial espère vivement que ce nouveau gouvernement sera davantage à l'écoute des forces progressistes qui luttent pour l'égalité des droits entre tous les enfants, entre les différentes formes de famille : dans la continuité du travail engagé par Madame Bertinotti, il doit poursuivre le projet resté au milieu du gué après le vote de la loi sur le Mariage pour tous pour la reconnaissance des différentes façons de « faire famille » et d'un « *droit de la filiation à la fois commun et pluraliste, respectueux de la spécificité des nouvelles formes de filiation fondées sur l'engagement** », et plus précisément l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et le maintien du droit de ne pas être mère, à travers l'accouchement sous X.

Le Planning Familial, mouvement d'éducation populaire fortement mobilisé sur les enjeux d'égalité, de démocratie veillera à ce que soit prise en compte la parole des personnes concernées en matière de genre, d'égalité, de droits sexuels, d'éducation à la sexualité, et de lutte contre toutes les formes de discriminations.

12 - La constance de l'interrogation critique - Martine Gestin, anthropologue et Natacha Chetcuti, sociologue, membre du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris

Nicole-claude Mathieu était-elle une matérialiste féministe ? : « On entend parler maintenant de "rapports de production de genre" (gender relations of production), mais en dépit des passages de genre et même de sexe, ces rapports de production consistent en l'exploitation des femmes. Sans doute, y a-t-il des genres "hommes-femmes", mais à la base et au bas de l'échelle des genres, il y a bien des femelles : sexe social "femme". » Nicole-Claude Mathieu.

Anthropologue française, Nicole-Claude Mathieu (morte le 9 mars 2014 à Paris) est l'une des théoriciennes les plus importantes et novatrices parmi celles qui contribuèrent à la fondation d'une école de pensée féministe matérialiste de la domination, dans le champ des études féministes en France. En témoignent son engagement à la création de la revue Questions féministes en 1977 et ses nombreux enseignements qui ont formé des générations de chercheur-es en études de genre.

Maître de conférences à l'EHESS, Nicole-Claude Mathieu a commencé sa « carrière » académique en tant que chef de travaux, au Laboratoire d'anthropologie sociale alors dirigé par Lévi-Strauss au Collège de France, chargée de la rédaction de l'Homme, puis des Cahiers de l'homme. Elle dévoila, non sans une certaine dose d'impertinence propice à lui attirer des ennuis, que le point de vue dominant masculin s'imposait autant dans les textes « scientifiques » que dans les mythes d'origine.

Son recueil d'articles, l'Anatomie politique : catégorisations et idéologies du sexe, réédité en 2013 aux Éditions Ixe, est un classique de l'anthropologie et de la pensée féministe depuis sa première parution en 1991. Cet ouvrage fondateur avait fait connaître, à l'échelle internationale, ses travaux qui, dès 1971, faisaient sortir les catégories de sexe du naturalisme. Nicole-Claude Mathieu s'interroge notamment sur les modes de conceptualisation du rapport entre sexe, genre, hétérosexualité, homosexualité dans toutes les sociétés. Par-delà la diversité des constructions de genre, Nicole-Claude Mathieu démontre par une approche comparative d'autres sociétés que la binarité masculin/féminin reste un socle au-delà même des définitions culturelles de l'hétérosexualité et de l'homosexualité.

Dans les sociétés à forte domination masculine, Nicole-Claude Mathieu mettait en évidence les contraintes qui pèsent sur les femmes, évoquant le rapport d'assujettissement non comme une domination consentie en pleine conscience, mais comme un acte de céder obtenu sous l'emprise de privations - notamment celle des savoirs généraux. Plus tard, elle se pencha sur l'exception culturelle des sociétés supposées « matriarcales ». Selon son hypothèse, deux paramètres de l'organisation sociale permettaient de circonscrire les rapports sociaux de sexe, sans utiliser le terme de « matriarcat » (politiquement) inexact : la filiation « matrilineaire » et la règle de résidence « uxorilocale » - quand les hommes s'installent durablement chez leur épouse après le mariage. Elle lança une enquête internationale dont les résultats ont donné lieu à un ouvrage collectif, publié en 2007, aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme sous le titre : Une maison sans fille est une maison morte. La personne et le genre en sociétés matrilineaires et/ou uxorilcales.

Ses inventions conceptuelles préfigurent aussi les grandes questions sociales de l'actualité. Il en va ainsi de son analyse du postmodernisme, des mutilations sexuelles, du relativisme culturel en anthropologie, des fondamentalismes religieux et de la violence envers les femmes. L'ensemble de ces analyses fait l'objet d'un nouveau recueil à paraître, en avril 2014, aux Éditions La Dispute.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES...

13 - Réunion pour la liste « Féministes pour une Europe solidaire » - 16 avril - Paris

Pour celles et ceux qui sont en Île-de-France, nous vous donnons rendez-vous mercredi 16 avril à 19h30 à la Maison des Associations de Solidarité (MAS), 10/18 rue des terres au curé, 75013 Paris.

14 - Soirée-débat « Inde et mouvements féministes » - Paris - 23 avril

Débat, autour du numéro de Mouvements n°77 « Mobilisations en Inde. La modernité à l'épreuve de l'universalité », avec :

- Virginie Dutoya, politiste, associée au CERI (Sciences Po) et à l'Université François Rabelais de Tours. Elle a récemment publié /La représentation des femmes dans les Parlements de l'Inde et du Pakistan/, Paris, Dalloz, 2014. Ses recherches actuelles portent sur la représentation politique et les transformations de l'espace de la cause des femmes en Asie du Sud.

- Stéphanie Tawa Lama-Rewal, politiste, chercheuse (CNRS) en science politique au Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CNRS-EHESS). Elle travaille sur la dimension locale et participative de la démocratie indienne.

- Jules Falquet, sociologue, membre du CEDREF-LCSP à l'Université Paris Diderot. Elle a publié/Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail/. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2010. 278 p. Ses recherches portent notamment sur les mouvements féministes, de femmes, et lesbiens en Amérique latine.

- Fabrice Flipo, philosophe, LCSP Paris Diderot, membre du comité de rédaction de Mouvements.

15 - «La masculinisation de la langue française: histoire d'un combat difficile, inachevé et réversible» - 25 avril - Paris - Institut Emilie du Chatelet

C'est avec plaisir que nous vous invitons à la prochaine séance du séminaire « Sexe et Genre : pour un dialogue interdisciplinaire au carrefour des sciences de la vie et des sciences humaines » qui se tiendra le vendredi 25 avril 2014. Nous aurons l'honneur d'accueillir Eliane Viennot, sociologue, qui nous présentera ses travaux sur le thème «La masculinisation de la langue française: histoire d'un combat difficile, inachevé et réversible»

Le séminaire aura lieu de 14h à 16h30 au Jardin des Plantes (MNHN), Grand Amphithéâtre d'Entomologie, 43 rue Buffon 75005 Paris.

16 - Spectacle et débat : Victoire, la fille du soldat inconnu - de et par Sylvie Gravana - 26 avril

En ce 26 avril 1914, la journaliste Séverine apostrophe les femmes à qui le journal «Le Journal» pose la question : « Mesdames, Mesdemoiselles, désirez-vous voter un jour ? » A la surprise générale, le scrutin quasi référendaire mobilise 505 972 femmes françaises. Oui, en cette année 1914, les femmes veulent participer aux décisions politiques et le font savoir...

La Guerre éclate. Une autre mobilisation fait taire leur revendication.

"Quand les femmes voteront, il n'y aura plus la guerre" sera l'un des arguments des suffragistes de ... l'entre-deux-guerres. Il faudra attendre un décret-loi pour que le droit de vote soit obtenu. Aujourd'hui, si l'égalité est acquise pour le droit de vote, on peut se demander si les femmes ont réussi à s'imposer réellement dans le milieu très masculin de la politique - sans parler de la façon dont elles y sont traitées parfois : 26,9 % de femmes à l'Assemblée nationale, 22,1 % de femmes au Sénat, 12,3 % de femmes dans les Conseils généraux. Quant aux dirigeants des collectivités territoriales : 13,9 % de femmes maires, 5 présidentes de Conseil général sur 101, 2 présidentes de Conseil régional sur 22.

Défendre la parité est le nouveau combat pour l'égalité. Des hommes et des femmes luttent dans ce sens au quotidien : comment pourront-ils changer l'ordre des choses ?

Le 26 avril 2014, La Java, 105 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris de 15h à 20h

Tarif : 10 euros et 5 euros - réservation : FFI@comeprod.fr <<http://FFI@comeprod.fr>>

17 - Colloque : « Les oubliées de la parité : les femmes handicapées dans l'emploi » - FDFA - Paris - 28 avril

Placé sous l'égide de Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Égalité femmes-hommes, ce colloque poursuit les réflexions menées par FDFA sur l'accès à l'emploi des femmes en situation de handicap, en particulier les travaux du forum « Femmes, Emploi, Handicap » de 2009.

À l'heure où le monde du travail connaît un bouleversement de fond sur la parité et l'égalité femmes/hommes devant l'emploi, où de grands groupes mènent une politique volontariste de recrutement de femmes, où d'importantes actions de sensibilisation sont déployées pour lutter contre les stéréotypes et le plafond de verre, il nous semble indispensable de poser la question : qu'en est-il quand la femme est en situation de handicap ? Est-ce que la « culture de l'égalité » concerne aussi les femmes handicapées ?

S'inscrivant dans le Semestre de la parité initié par le HCEhf, cette journée de réflexions et de dialogues permettra de mettre en lumière les principaux freins à l'insertion professionnelle des femmes en situation de handicap et d'interroger les politiques publiques afin que soient enfin prises en considération les conséquences de la double discrimination : être femme et handicapée quand il est question d'emploi.

- 9h : ouverture par Maudy Piot, présidente de FDFA, Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des Femmes et porte-parole du Gouvernement (sous réserve), Fatima Lalem, adjointe au Maire de Paris en charge de l'égalité femmes/hommes et Armelle Sciberras, responsable Diversité et Handicap du Crédit Agricole SA.

- 9h30 : Conférence d'Olga Trostiansky, présidente de la CLEF (Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes) et du Laboratoire de l'Égalité : « Développement et partage d'une culture de l'égalité »

Questions avec la salle

- 10 h : « Recrutement : égalité des chances femmes/hommes ? » : Table ronde animée par Pete Stone, avec Anne Roi, UNIRH, Marie Delmont, MpI Conseil, Catherine Didier, Cofely Endel et Angéline Tézanou, conseillère de l'emploi

Questions avec la salle

- 11 h 15 : « Les grandes oubliées de la parité ? » : Table ronde animée par Pete Stone, avec Marion Sebih, CED HANPLOI, Sarah Bénichou et Marika Demangeon, Défenseur des Droits et Séverine Lemièrre, économiste

Questions avec la salle

- 14 h : « F/H recherchent égalité désespérément » spectacle du Théâtre à la Carte

15h30 : Intervention de Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Égalité Femmes/Hommes et marraine de la journée

16h : « Regards croisés : personnes handicapées, témoins de l'emploi » : Table ronde animée par Marion Sebih, avec Florence Talbi, Saïd Hammouche, Jean-Louis Garcia, Christine Airiau-Leclair, Marie-Laure Souplet, Françoise Julia, Ingrid Hoppeley

Questions avec la salle

17h30 : Conclusion par Marie-Arlette Carlotti, ministre déléguée en charge des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion et Maudy Piot.

L'inscription est obligatoire via le formulaire d'inscription avant le 17 avril 2014.

https://docs.google.com/forms/d/14QJmyI2tzzbzMsXCSIEcGA_3KoiNOoRB81LdCXD...

Aucune inscription ne pourra être retenue après cette date.

Entrée : 10 € ; Gratuité pour les adhérent-e-s de l'association et pour les auxiliaires de vie accompagnant une personne en situation de handicap.

Lieu : Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, Salle Laroque, 14, avenue Duquesne, 75007 Paris, M° : École Militaire (ligne 8), Saint François-Xavier (ligne 13), Bus : 28 et 87 (arrêt Duquesne-Lowendal) - lignes accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Déjeuner : Les participant-e-s du colloque pourront déjeuner au restaurant du Ministère à partir de 13 h 15. Une formule à 10 € comprenant une entrée, un plat, un dessert et une boisson est proposée. Règlement uniquement en espèces ou par chèque, sur place le jour même.

Journée organisée avec le soutien du Ministère délégué aux personnes handicapées et à la lutte contre l'exclusion, de la Région Ile de France, de la Mairie de Paris, de l'AGEFIPH et du Fonds Handicap & Société par Intégrance.

En partenariat avec CED Hanploi, le Théâtre à la Carte et Crédit Agricole SA.

18 - Rappel : Quels droits pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales ? -

Café droits des femmes - 30 avril - Paris

Café droits des femmes est un moment d'échange convivial, d'écoute et d'information ouvert à tous et toutes sur les thèmes liés à la promotion de l'égalité femmes-hommes : parité, contraception, emploi, formation, prévention des violences, vie politique...

Au programme : Quels droits pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales ? avec Céline Roche, chargée de projet Femmes/personnes étrangères victimes de violences à La Cimade - Ile-de-France-

Nous aborderons : Présentation de la permanence Femmes/personnes étrangères victimes de violences de la Cimade ; Les droits pour les Femmes étrangères victimes de violences conjugales :

(renouvellement de la carte de séjour, ordonnances de protection ...); Les accompagnements spécifiques pour les femmes étrangères victimes de violences conjugales ; Les associations relais.

30 Avril de 14h à 16h, locaux de LTDF, 111 boulevard Mac Donald 75019 Paris.

Attention, uniquement sur inscriptions (max 15 personnes) à cette adresse mail: ltdfcantier@orange.fr ou au numéro ci-dessous.

Pour venir à LTDF: Métro Porte de la Villette ou Tramway T3 arrêt Canal St Denis. Si vous prenez le métro : en sortant du métro Métro Porte de la Villette, passez sous le pont(chemin de fer) et tournez tout de suite à gauche sur le boulevard Mac Donald(un café fait l'angle) puis continuez tout droit, passez devant l'immeuble ORANGE jusqu'au 111 boulevard Mac Donald

19 - Colloque Penser avec Françoise Collin, philosophe et féministe - Institut Émilie du Châtelet
- 5 et 6 mai - Paris

Françoise Colin nous a quittées le premier septembre 2012. Elle était écrivaine, féministe, philosophe. Née à l'écriture par la poésie, ses premiers poèmes ont été publiés dans la revue *Écrire* et ses premiers romans, au *Seuil*, à la fin des années 1950. Sans abandonner la littérature, elle s'est consacrée ensuite à la philosophie et a fait paraître chez Gallimard un important essai philosophique, *Maurice Blanchot et la question de l'écriture* (1971), alors que Blanchot n'était connu que d'un cercle restreint. En 1973, de retour d'un voyage à New York, elle crée et anime à Bruxelles la première revue féministe en langue française, *Les Cahiers du Gri* (Groupe de recherche et d'information féministe). Nomade et indépendante, elle s'installe à Paris en 1981 et relance une nouvelle version plus intellectuelle des *Cahiers du Gri*. Elle introduit alors sur la scène philosophique une lecture novatrice de Hannah Arendt, qu'elle développera en 1999 dans *L'homme est-il devenu superflu ? Hannah Arendt* (Odile Jacob).

Françoise Colin voulait se situer à «l'articulation complexe entre poétique et politique», entre «politique et symbolique» pour penser le devenir du féminisme. Le féminisme en tant que sujet politique «imprévu» de l'histoire: tel est le défi de la «révolution permanente» de la pensée de Françoise Colin. Par son refus de toute position dogmatique, sa pensée est aussi à même de rassembler les diverses réflexions sur le féminisme et sur le genre. Un colloque international sera donc l'occasion à la fois de faire connaître les multiples facettes de son parcours foisonnant, son envergure d'intellectuelle féministe et les aspects poétiques et politiques de son œuvre afin de poursuivre le dialogue auquel elle nous invite.

Le colloque s'organisera autour de trois thématiques : Philosophie et féminisme : la pensée et l'agir ; Créativité et symbolique ; Réceptions et enjeux.

Comité d'organisation : Dominique Fougeyrollas (IRISSO, CNRS-Univ. Paris Dauphine), Diane Lamoureux (Université Laval à Québec), Pascale Molinier (Univ. Paris Nord 13), Mara Montanaro (CERSES, Univ. Paris Descartes), Florence Rochefort (GSRL, CNRS/EPHE), Nadia Setti (Univ. Paris 8, CRESPPA-GTM), Eleni Varikas (CNRS, CRESPPA-GTM)

Le 19 mars 2011, Françoise Collin avait donné une conférence à l'Institut Emilie du Châtelet :
<http://www.institutemilieduchatelet.org/details-recapitulative-des-confe...>

Les Cahiers du GRIF sont disponibles en intégralité sur le portail Persée :
<http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/grif> "

20 - Causerie « Nouvel appel à projet régional sur la lutte contre les violences faites aux femmes » - 13 mai

Notre prochaine Causerie aura pour thème : "Le nouvel appel à projet de la Région Ile-de-France sur la lutte contre les violences faites aux femmes". C'est la première fois que la région met en place un dispositif de financement des projets associatifs spécifique sur ce sujet : une opportunité de financement pour les associations qui auraient des projets en 2014 ayant pour objectif la prévention, l'accompagnement ou la prise en charge des femmes victimes de violences, quelles qu'elles soient. (violences physiques, psychologiques, sexuelles, dans la sphère privée, la sphère publique...).

Horaire et lieu : mardi 13 mai de 9h à 11h au Centre Hubertine Auclert

21 - « Féminisme et syndicalisme : Et pourtant ça rime - Le MAGE - 14 mai

Le MAGE organise un débat dans le cadre des « Amphis du Mage » « Féminisme et syndicalisme : et pourtant ça rime » autour de la parution du n°30/2013 de *Travail, genre et sociétés*.

Ouverture : Margaret Maruani, Directrice du Mage et de la revue *Travail, genre et sociétés*

Débat introduit par Sophie Pochic, sociologue, CNRS-EHESS-CMH et animé par Rachel Silvera, économiste, Université Paris Ouest Nanterre - La Défense

Avec la participation de Sophie Bérout, politiste, Université Lumière Lyon 2, Cécile Guillaume, sociologue, Université de Lille 1, Yannick Le Quentrec, sociologue, Université de Toulouse 1, Vanessa Monney, politiste, Université de Lausanne 1

Mercredi 14 mai 2014 de 17h à 20h ; Amphithéâtre Durkheim - escalier I (galerie Claude Bernard) - 1er étage 1, rue Victor Cousin ou 54 rue Saint-Jacques- 75005 Paris

Pour la bonne organisation de ce débat, merci de confirmer votre venue par retour de mél à mage.cnrs@shs.parisdescartes.fr (avant le 10/05/2014)

22 - 1^{ère} "Rencontre Internationale de l'Observatoire" - 19 mai :

Les "Rencontres Internationales de l'Observatoire" inaugureront leur cycle sur le thème "**Suède** : des mesures novatrices de la lutte contre la prostitution et les violences intrafamiliales". Des représentant-es associatifs et institutionnels suédois présenteront l'évaluation de la loi adoptée en Suède en 1999 et interdisant l'achat d'actes sexuels dont s'est inspiré le projet de loi française actuellement étudié par le Sénat. D'autres dispositifs seront analysés et mis en débat. *Un évènement organisé en partenariat avec Île-de-France Europe. Plus d'informations et inscription ; Lieu : Conseil régional d'Île-de-France, 35 boulevard des Invalides, 75007 Paris*

23 - La revue Travail, genre et sociétés fête ses 15 ans - Rencontre - 20 mai

Nous vous invitons à une rencontre, suivie d'un apéritif avec Hugues Jallon, PDG des éditions La Découverte : « Le mot de l'éditeur » ; Anne Forssell, Secrétaire de rédaction et responsable d'édition de Travail, genre et sociétés : « La fabrique d'une revue » ; Margaret Maruani, Directrice de Travail, genre et sociétés : « Notre histoire » ; Hyacinthe Ravet, membre du comité de rédaction de Travail, genre et sociétés : « Le travail est l'avenir des femmes » ;

Intermède musical : Clémence Savelli, auteure-compositrice-interprète, et ses musiciens »Le féminisme en chantant «... suivi d'un "apéro"

Mardi 20 mai 2014 de 18h à 21h à L'Entrepôt, 7/9 rue Francis de Pressensé, 75014, Paris, M^o Pernety

L'inscription est gratuite mais obligatoire à tgs.cnrs@shs.parisdescartes.fr (si vous ne l'avez déjà fait)

LIVRES, CINEMA, THÉÂTRE, TÉLÉVISION...

24 - Femmes Libres" sur Radio libertaire 89.4

Mercredi 16 avril : Retour sur le 8 mars 2014, autour du texte de Christine Le Doaré : « Encore un 8 mars et des questions qui fâchent ! » : <http://christineld75.wordpress.com/2014/03/04/encore-un-8-mars-et-des-questions-qui-fachent/>

Mercredi 23 avril : La pédagogie contre le sexisme. Dossier de la revue de la fédération CNT des travailleurs de l'éducation, n° 36, automne 2013

Mercredi 30 avril : Le Festival Femmes de parole(s) est organisé par Patrick Kipper à la librairie du Monde libertaire les samedis de mai (sauf le 9) à 16h30. Rachel des Lilas .

Pour contacter l'émission : mercredi entre 18h30 et 20h30 pendant les pauses musicales : 0143718940 ; Hélène Hernandez : helenehernandez@hotmail.com ; Elisabeth Claude : rose.paradis@laposte.net

Pour écouter l'émission : en direct en Île-de-France : 89,4 Mhz ; en direct ou en téléchargement, partout dans le monde : <http://backup.radio-libertaire.org/>

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : marchfem@rezisti.org ; site : <http://www.mmf-France>